



Les administrations publiques face aux enjeux du numérique

Ifop pour Acteurs Publics

N° 115848

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi / Jean-Philippe Dubrulle / Sébastien Sibai

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

Septembre 2018

acteurspublics

Etude réalisée par l'Ifop pour Acteurs Publics

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 025** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil

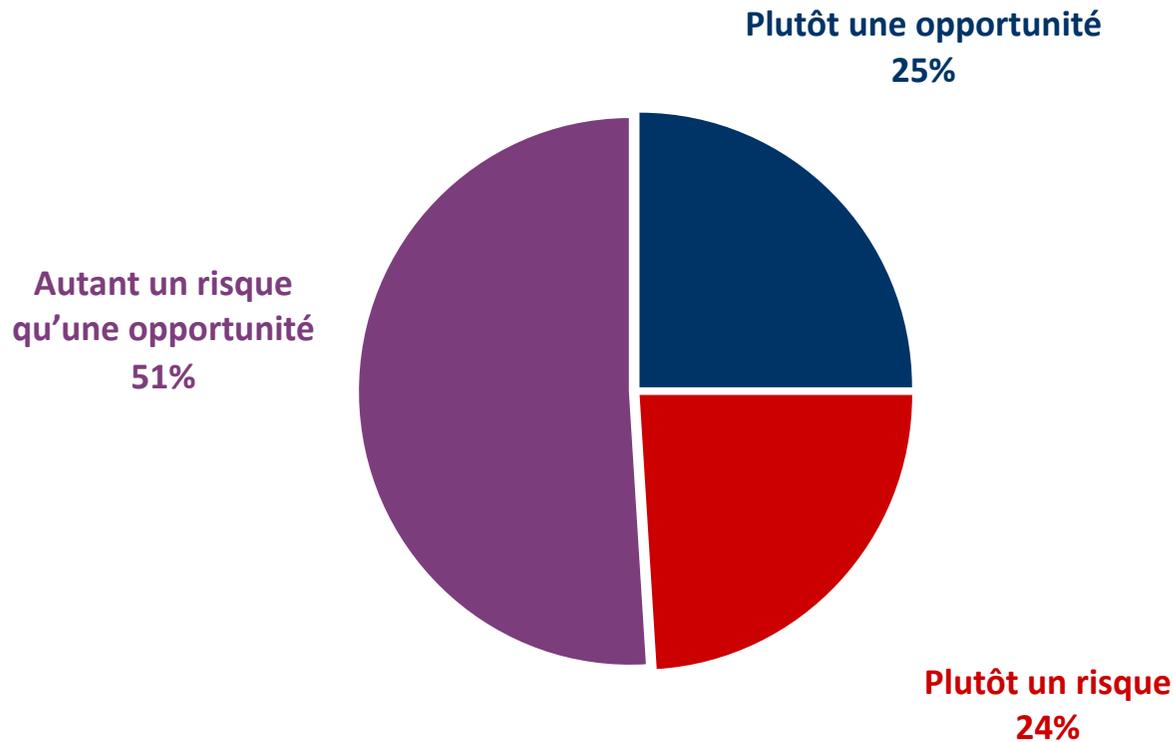


Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 25 au 26 septembre 2018.

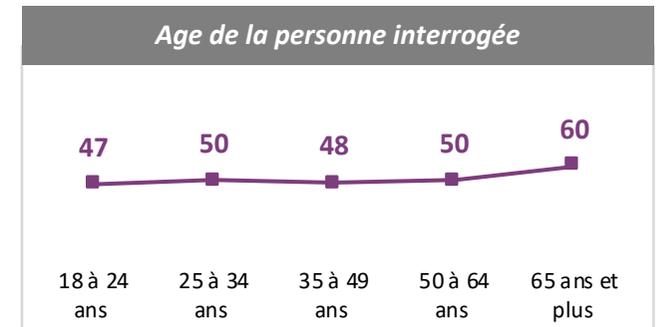
2 | Les résultats de l'étude

La perception de l'utilisation croissante du numérique comme une opportunité ou un risque

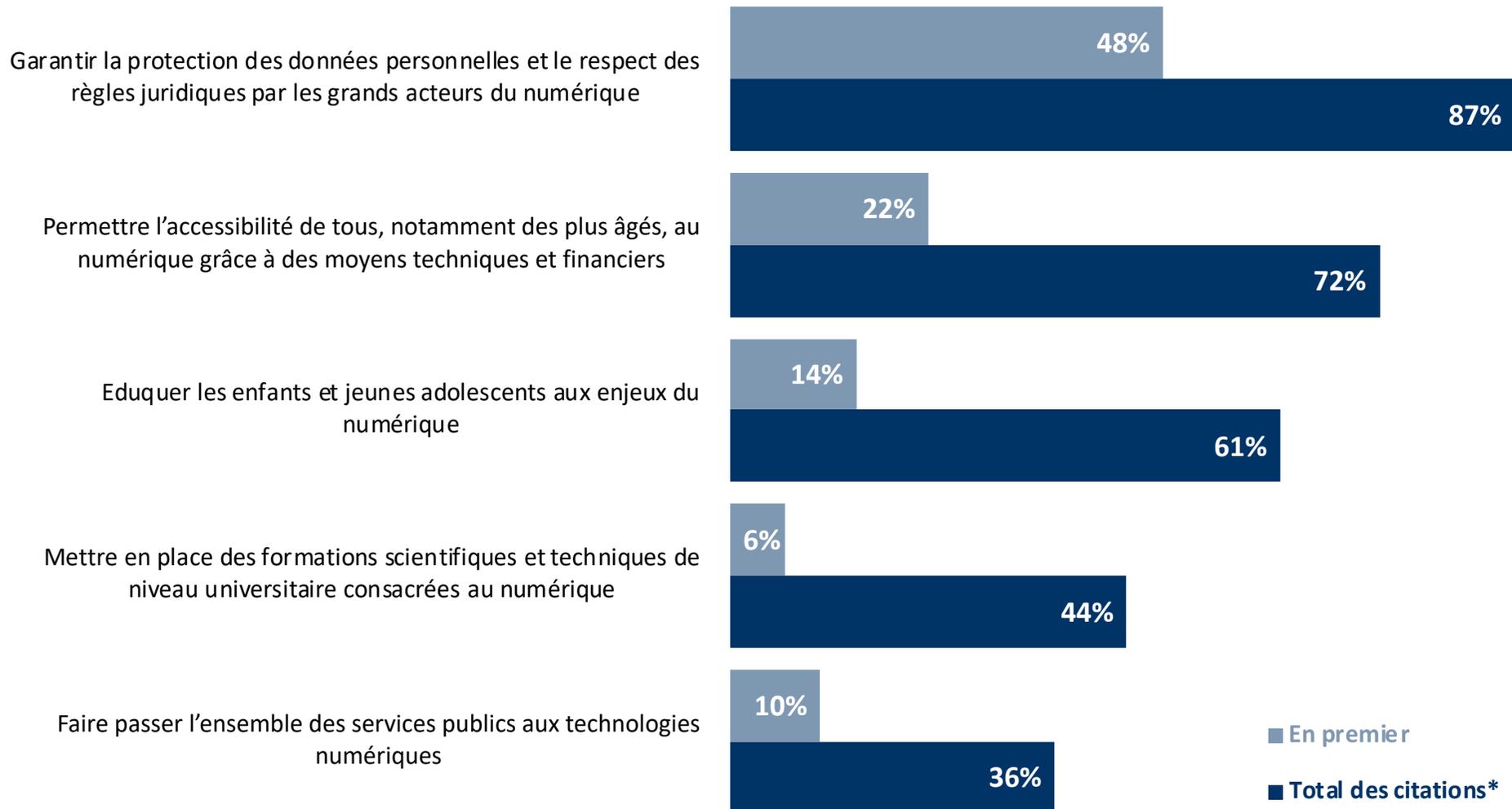
QUESTION : Selon vous, l'utilisation croissante du numérique dans notre société représente plutôt une opportunité, plutôt un risque ou autant un risque qu'une opportunité ?



Focus : Autant un risque qu'une opportunité



QUESTION : Dans ce contexte d'utilisation croissante du numérique dans notre société, quelles sont parmi les actions suivantes, celles que l'Etat devrait soutenir ou réaliser en priorité ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?

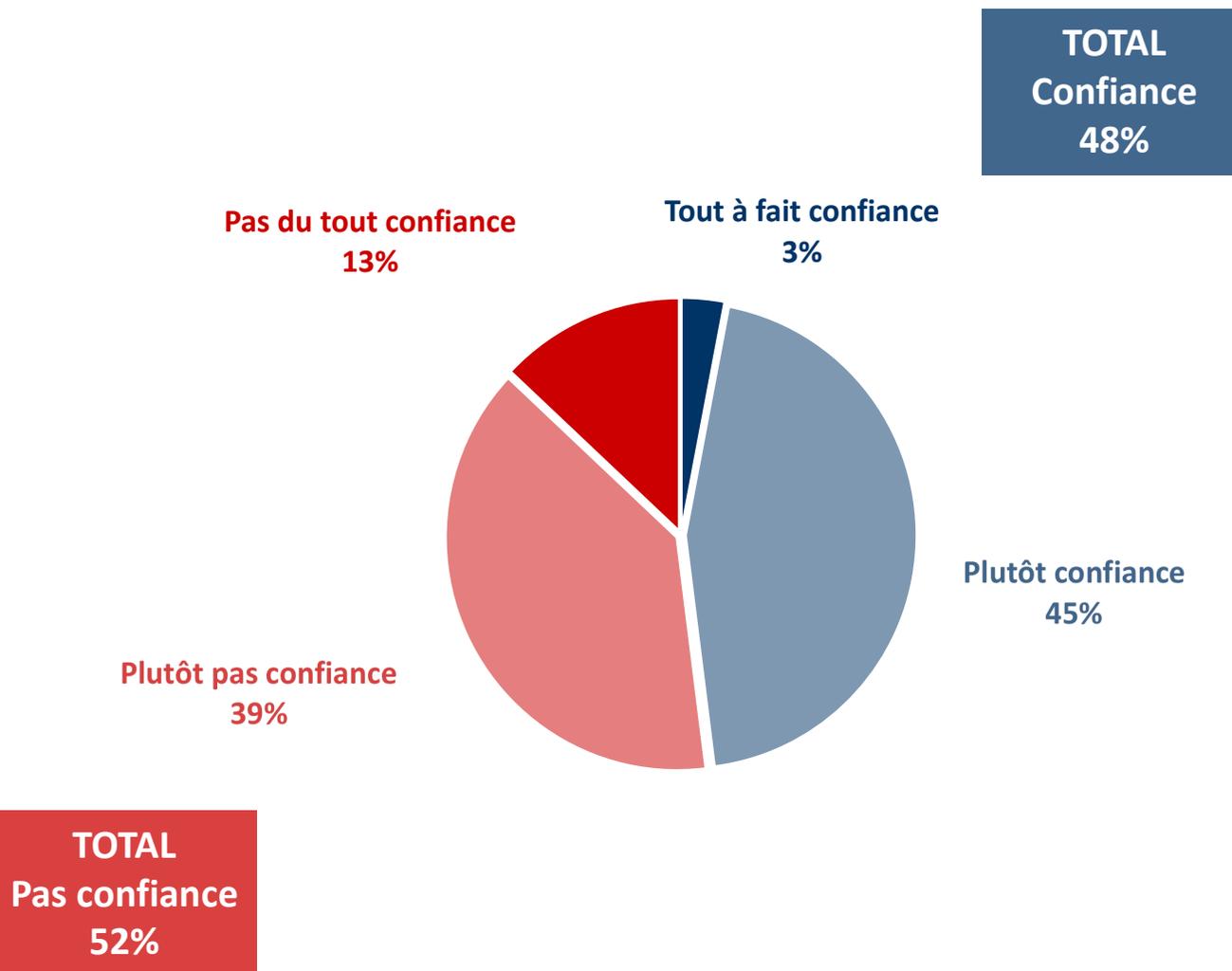


* Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses

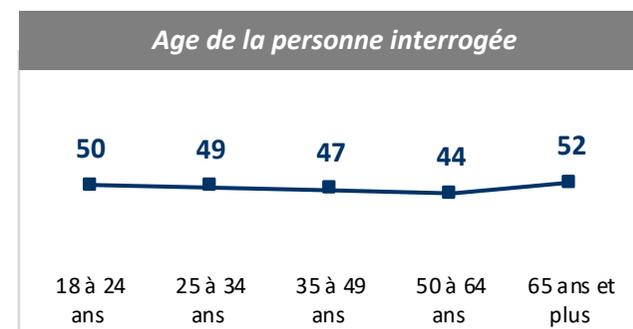


La confiance accordée aux cadres des administrations publiques pour s'adapter aux enjeux du numérique

QUESTION : Diriez-vous que vous faites tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance aux cadres des administrations publiques (cadres des administrations centrales, cadres des services de l'Etat en régions, cadres des collectivités locales, etc.) pour adapter l'administration aux enjeux du numérique ?

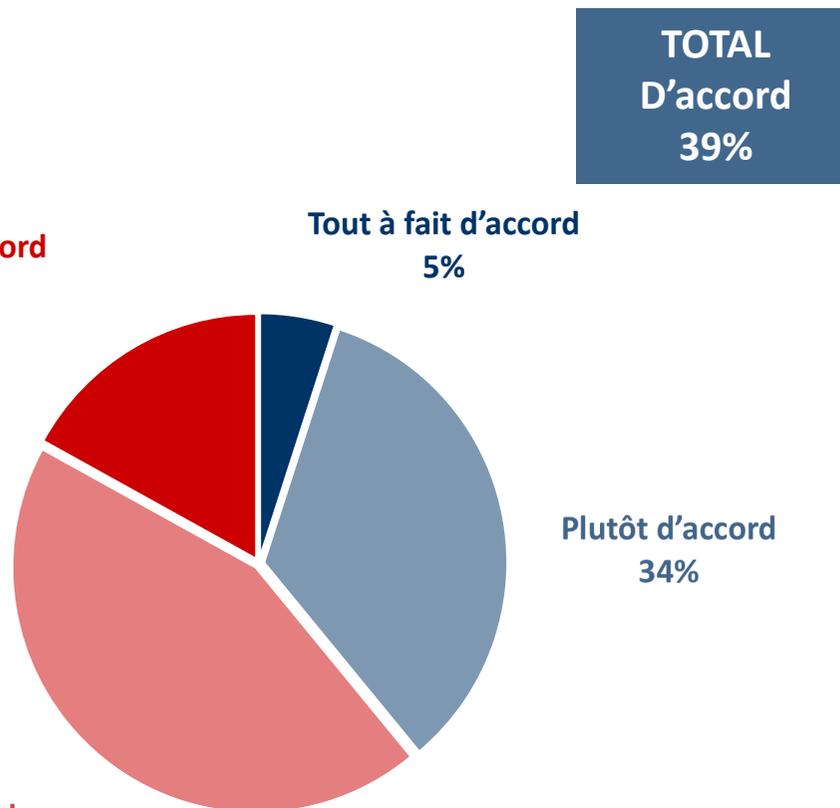


Focus : TOTAL Confiance



Le jugement sur l'importance des enjeux liés au numérique pour les cadres des administrations publiques

QUESTION : Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec l'idée selon laquelle les cadres des administrations publiques sont davantage concernés par les enjeux du numérique que les cadres du secteur privé ?

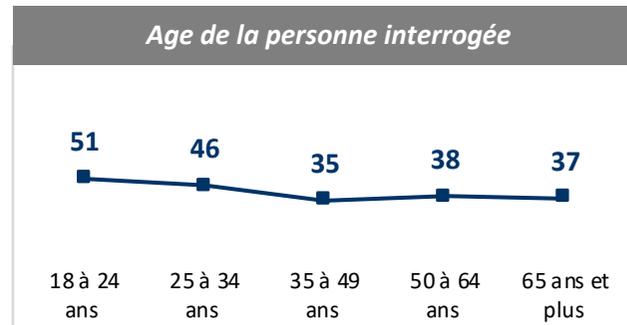


TOTAL D'accord
39%

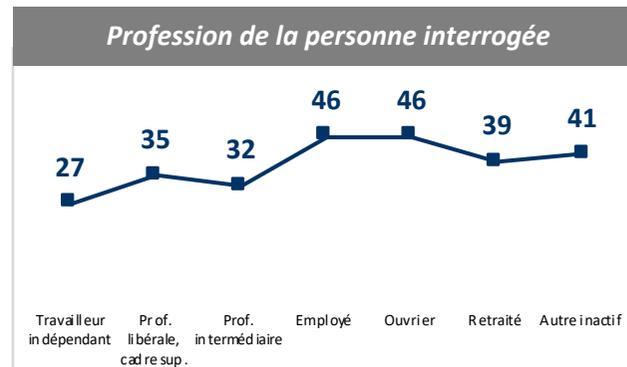
TOTAL Pas d'accord
61%

Focus : TOTAL Confiance

Age de la personne interrogée



Profession de la personne interrogée



- ❖ **Interrogés sur l'utilisation croissante du numérique dans la société d'aujourd'hui, la moitié des Français (51%) estime qu'il s'agit autant d'un risque que d'une opportunité**, autrement dit que l'outil ne saurait être en lui-même porteur de sa mauvaise ou de sa bonne utilisation. Le reste de la population se scinde en deux camps de taille similaire : 25% des personnes interrogées voient la montée en présence du numérique comme une opportunité et 24% la considèrent comme un risque. Dans le détail, ce sont les plus jeunes (30% des 18-24 ans) ainsi que les cadres (29%), professions intermédiaires (30%) et les ouvriers (28%) qui se distinguent par leur surcroît d'optimisme dans la nature intrinsèquement positive du développement du numérique.
- ❖ Dans ce contexte, diverses priorités d'action peuvent être attribuées à l'Etat. **Les interviewés émettent principalement un besoin de protection et de régulation de ce que certains pourraient dépeindre comme un « Far West » numérique : 87% déclarent ainsi que la puissance publique devrait garantir la protection des données personnes et le respect des règles juridiques par les grands acteurs du numérique.** En deuxième position des actions les plus prioritaires aux yeux des Français vient une demande d'égalité face à la fracture numérique : 72% demandent que l'Etat permette l'accessibilité de tous, notamment des plus âgés, au numérique grâce à des moyens techniques et financiers. Dans la continuité de cette démarche, une part importante des personnes interrogées appelle de ses vœux une politique publique ambitieuse de formations aux nouveaux outils : 61% attendent que l'Etat éduque les enfants et les jeunes adolescents aux enjeux du numérique ; 44% souhaitent la mise en place de formations scientifiques et techniques de niveau universitaire consacrées au numérique. Enfin, dernière parmi les actions soumises au regard des Français, le passage de l'ensemble des services publics aux technologies numériques n'est soutenu que par un tiers des interviewés (36%), soit un résultat cohérent avec **le souhait exprimé ci-dessus concernant la protection et la formation des individus (en particulier les plus vulnérables) face au numérique.**
- ❖ Si les Français attendent beaucoup de l'Etat en matière de protection et de formation des citoyens au numérique, **leur confiance à l'égard des cadres des administrations publiques pour s'adapter aux enjeux du numérique se révèle plus mitigée.** En effet, 48% des Français affirment avoir confiance (dont seulement 3% de « tout à fait confiance ») dans les cadres des administrations centrales, services de l'Etat en régions, collectivités territoriales, etc. pour prendre effectivement le virage du numérique, contre 52% qui affirment leur défiance à cet égard. Dans le détail, si le niveau de confiance se révèle légèrement plus intense chez les plus jeunes (50%, dont 9% de « tout à fait confiance » chez les 18-42 ans)... et les salariés du public (53%, dont 9% d'item le plus fort), ces segments-là demeurent toujours partagés sur la capacité des cadres des administrations à s'adapter aux enjeux du numérique.
- ❖ **A cette confiance mesurée s'ajoute le fait que, aux yeux d'une majorité de Français (61%), les cadres des administrations publiques ne sont pas davantage concernées par les enjeux du numérique que les cadres du secteur privé.** En fait, seuls 39% imputent au public une responsabilité particulière (et supérieure à celle du privé) en la matière.